

## « Le retour du bien commun »

Pour Mathieu Detchessahar, économiste, rien ne sert de créer de la valeur ajoutée, de la croissance et même de l'emploi, si c'est pour construire un monde dévasté, triste, invivable.

LE MONDE ECONOMIE | 11.01.2017 à 11h54 | Par Mathieu Detchessahar (Professeur à l'Institut d'économie et de management de l'université de Nantes)



**Par Mathieu Detchessahar (professeur à l'Institut d'économie et de management de l'université de Nantes)**

Soudain, plus personne ne peut parler d'économie sans évoquer le « bien commun »... Après que le Prix Nobel Jean Tirole a intitulé son premier ouvrage grand public [Economie du bien commun](#) (PUF, 2016), le premier ministre, Bernard Cazeneuve, fait l'éloge, le 13 décembre 2016, devant l'Assemblée nationale, des « *serviteurs du bien commun* ».

Lire aussi : [« L'économie est, et sera toujours, foncièrement politique »](#)

Pourquoi exhumer ce vieux concept de philosophie politique ? Nouvel effet de mode ? Ultime tentative pour réenchanter l'économie, cette « *science lugubre* », comme l'appelait l'essayiste écossais Thomas Carlyle (1795-1881) ? Un peu de tout cela certainement. Pourtant, il faut prendre au sérieux la notion de bien commun tant elle est susceptible de nous aider à renouveler en profondeur le débat économique.

Pour le comprendre, il faut revenir à l'approche très concrète de l'économie qui était celle des vieux théoriciens du bien commun, notamment Aristote et Thomas d'Aquin. Dans leur perspective, l'homme, par son travail et ses entreprises, ne produit pas que des choses abstraites comme du profit, de la valeur ajoutée ou des points de PIB. Non !

A travers ses activités, l'homme façonne le monde en lui ajoutant des choses : des voitures, des routes, des bâtiments, des villes, des centrales nucléaires, des produits alimentaires, des contenus culturels... Il crée le monde commun dans lequel il va ensuite se nicher et pouvoir (ou pas) se développer, pouvoir (ou pas) rencontrer les autres de façon harmonieuse, bref, trouver (ou pas) son plein accomplissement et son bonheur.

## Une évaluation éthique prioritaire

Il est donc fondamental de se poser la question de savoir si toutes ces activités créatrices participent au bien commun, c'est-à-dire tout simplement à la construction d'un monde « bon » pour les hommes et leur épanouissement. L'évaluation éthique est prioritaire par rapport à l'évaluation économique : rien ne sert de créer de la valeur ajoutée, de la croissance et même de l'emploi, si c'est pour construire un monde dévasté, triste, invivable... La question première n'est pas : est-ce que c'est profitable ou est-ce que ça crée de la croissance, mais cela est-il bon pour les hommes ? Le profit est une belle chose mais tant qu'il demeure le moyen de la poursuite d'une activité économique dont la finalité est de servir le bien commun.

Lire aussi : [« Refusons l'indignité et la résignation ! »](#)

Or, force est de constater que nous assistons depuis maintenant plusieurs années à la grande inversion de l'économie : le profit n'est plus le moyen au service d'activités bonnes, mais l'unique finalité de nos entreprises. Le très modéré Jean Peyrelevade ne disait pas autre chose lorsqu'il écrivait en 2007 que, à la suite de la financiarisation de l'économie, « aucune autre préoccupation que l'enrichissement des actionnaires ne peut plus inspirer l'action des dirigeants d'entreprise ».

Dans ces conditions, on comprend mieux l'[affaire Volkswagen et le Dieselgate !](#) L'entreprise allemande ne fait rien d'autre que poursuivre la logique de la grande inversion : le mépris du bien commun et la rentabilité comme seule finalité. Dans le même esprit, Patrick Le Lay, alors PDG de TF1, [annonçait dès 2004](#) la nouvelle stratégie guidant l'industrie télévisuelle : non pas élaborer des programmes de qualité mais « détendre le téléspectateur entre deux messages publicitaires (...). Ce que nous vendons à Coca-Cola, c'est du temps de cerveau humain disponible ».

## Des sociétés moroses et désillusionnées

Peu importe que cela conduise à l'envahissement des écrans par des programmes de télé-réalité et des talk-shows régressifs porteurs d'une vision délétère du lien social... pourvu qu'ils génèrent de la pub et des profits ! Même nos institutions publiques sont touchées. Eurostat, [l'office des statistiques européennes, a recommandé en 2014](#) aux pays de l'Union de comptabiliser dans le calcul du PIB les transactions liées à la drogue, à la prostitution et à différents trafics (cigarettes, alcool...), désormais considérées comme « richesse » pour la société. L'Italie – ravie que la Mafia serve désormais le bien du pays ! – a été la première à appliquer ces règles et a vu son PIB croître de près de 1 %...

Lire aussi : [« L'expertise économique tend à réifier le monde sous un masque d'objectivité »](#)

La grande inversion conduit peu à peu à une économie qui se nourrit de la substance même de la société : ses ressources naturelles et la qualité de son tissu social et culturel. Pas surprenant, dans ces conditions, que l'on puisse obtenir des sociétés riches mais moroses et désillusionnées, prêtes, de New York à Vienne, de Londres à Rome, à se jeter dans les bras du premier « enchanteur » venu. Le vieil Aristote avait donné un nom à cette pathologie. Il l'appelait la chrématistique : la recherche de l'accumulation monétaire pour elle-même. Il y voyait la fin de la politique et le triomphe de l'économie. Seule la considération du bien commun est susceptible de nous en sortir...

Mathieu Detchessahar est professeur à l'Institut d'économie et de management de l'Université de Nantes et l'auteur du [\*Marché n'a pas de morale, ou l'Impossible Société marchande\*](#) (éditions du Cerf, 2015).

Mathieu Detchessahar (Professeur à l'Institut d'économie et de management de l'université de Nantes)